

jour 60 days

COMMUNICATIONS CANADA

NOV 17 1978

LIBRARY - BIBLIOTHEQUE

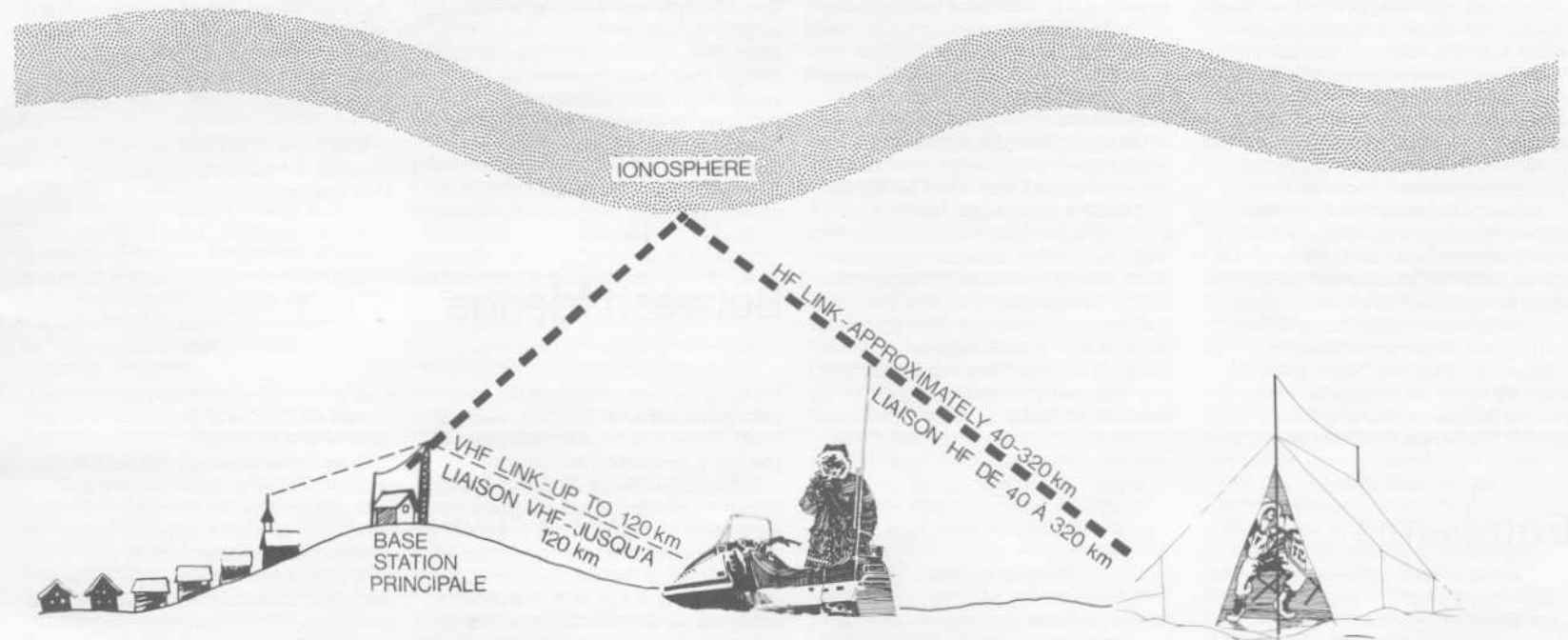
Ministère des Communications

Department of Communications

n° 13/No. 13

Inuit et chercheurs font l'essai d'un nouveau système de radio de piste

New communications tested by Inuit, researchers



Le ministère des Communications vient d'entreprendre, avec la participation des membres d'une communauté Inuit, un programme d'expériences techniques sur un système original de radio de piste. Le Centre de recherches sur les communications (CRC) du MDC fait présentement l'essai sur le terrain de ce système qui pourra offrir des possibilités considérables pour les Inuit, les Indiens et les habitants d'agglomérations éloignées au Canada.

La radio fournira un moyen sûr de contact aux chasseurs et pêcheurs du Nord, qu'ils se trouvent à quelques centaines de mètres ou à plusieurs kilomètres de leur domicile. Le système a été conçu par le laboratoire de radiocommunications du CRC. Un prototype de l'appareil radio a été construit aux laboratoires du CRC, puis expédié par avion à Koartac, communauté Inuit de 125 habitants, située à 485 kilomètres au nord de Fort Chimo, dans le Nouveau Québec. L'appareil est maintenant à la disposition des habitants de Koartac.

Au point de vue économique, cette région dépend de la chasse, de la

pêche et d'autres activités traditionnelles qui exigent l'éloignement des membres de la communauté pendant de longues périodes, chaque année. Ils se déplacent continuellement ou s'installent dans des camps temporaires. Les habitants d'agglomérations comme Koartac peuvent communiquer avec le Sud au moyen du téléphone, ou avec d'autres agglomérations du Nord au moyen du traditionnel poste à ondes courtes (HF), mais n'ont aucun moyen fiable de communiquer entre eux à l'intérieur de leur propre territoire, à l'époque de l'année où une partie de la communauté reste dans l'agglomération et l'autre s'en va à la chasse ou à la pêche.

Les habitants de ces régions ont déjà tenté de se servir des postes HF. Ces postes comportent toutefois de nombreux désavantages, notamment une antenne volumineuse et inefficace, l'existence d'une zone de silence, sans compter les perturbations ionosphériques, qui peuvent être imprévisibles dans le Grand Nord.

Le système mis au point par le (suite à la page 2)

A research program involving participation by members of an Inuit community and aimed at development of a novel trail radio system is now underway within the Department of Communications. The system, which may have considerable potential for Inuit, Indian and other remote Canadian communities, is now being field-tested by DOC's Communications Research Centre (CRC).

The system is aimed at keeping hunting and fishing parties in reliable radio contact with settlements — whether they are a few hundred metres or several hundred kilometres from home. A prototype of the system has been assembled in CRC's radio communications laboratory and flown to Koartac, a Quebec Inuit community of 125 persons, about 485 kilometres north of Fort Chimo. It's now at the disposal of people there.

The region is economically dependent on hunting, fishing and other traditional activities requiring settlement members to be away from home, out on the trail, or in temporary camps for extended

periods. Communities like Koartac can talk to the South via telephone, or to the next community via traditional high frequency (HF) short-wave radio. But they have no means of maintaining reliable safety communications within their own areas, especially when the community extends to those in pursuit of fish and game as well as those in the settlement.

HF radios have been tried for such purposes but they have drawbacks such as the need for larger, inefficient antennas; coverage gaps; and propagational disturbances in the ionosphere — which can be most unpredictable in northern Canada.

The CRC system receives HF for longer-range coverage, but introduces lightweight, power-efficient VHF (very high frequency) FM transceivers which can provide almost 100 per cent reliable communications within line-of-sight distances (40 to 120 kilometres, depending on local topography and elevation of the community base station repeater) between (Continued on page 2)

Nouveau système

(suite de la page 1)

CRC continue d'utiliser la radio HF pour les liaisons à grande distance; il y ajoute l'utilisation de petits émetteurs-récepteurs VHF à modulation de fréquence, puissants et légers, qui peuvent fournir un moyen de communication fiable et efficace à presque cent pour cent, dans la zone de visibilité directe (40 à 120 km, suivant la topographie des lieux et la hauteur du répéteur de la station de base) entre les agglomérations et le chasseur ou le pêcheur éloigné.

Ce système utilise des postes radio très simples dont les dimensions sont à peu près celles d'une petite boîte de cigares. Ces postes peuvent être répartis à travers l'agglomération, un peu à la façon des cabines téléphoniques dans les villes du Sud, c'est-à-dire dans l'école, dans la salle communautaire, au magasin général et dans certains foyers. Un répéteur automatique situé au point le plus élevé dans l'agglomération ou la surplombant, capte le signal en provenance de l'agglomération ou du campement éloigné et le retransmet avec une puissance plus élevée sur une fréquence adjacente.

Même si la plupart des appels proviendront de l'extérieur, on pourra facilement appeler de l'agglomération vers l'extérieur, rien qu'en appuyant sur le bouton du microphone d'un des poste "à ligne partagée". Si le chasseur ou le pêcheur se trouve à l'intérieur de la zone de visibilité directe VHF, il pourra utiliser le matériel VHF. Sinon, il utilisera le matériel HF. Un

émetteur-récepteur HF situé à l'emplacement du répéteur VHF transmettra au besoin les signaux en provenance ou à destination de l'agglomération.

Le concept de la ligne partagée réduit au minimum les risques de ne pas entendre un appel d'urgence. Quiconque se trouvant à la portée d'un des postes radio de l'agglomération deviendra un opérateur radio d'urgence bénévole. Un des avantages d'utiliser la radio MF-VHF est que de tels émetteurs-récepteurs peuvent être gardés absolument silencieux, sans bruit de fond ou parasites, jusqu'à ce qu'un signal soit capté. De la même façon, un "appel par émission d'une tonalité" c'est-à-dire l'usage d'une tonalité pour mettre en marche le récepteur silencieux, est utilisé dans le cas du système HF. Ces deux dispositifs rendent la vie beaucoup plus facile à ceux qui doivent garder l'écoute.

Le CRC laisse les gens de Koartac utiliser le système pour leurs besoins usuels en communications, et les encourage à émettre des critiques positives concernant les améliorations à apporter. Le Ministère espère ainsi aider à mettre au point certains éléments d'un système intégré de radiocommunication de piste, tels que de meilleures antennes démontables HF et VHF, de meilleures piles et des émetteurs-récepteurs HF plus légers. Le matériel restera deux ans à Koartac, pendant que les travaux se poursuivront au CRC.

les paramètres techniques de l'assignation de fréquence projetée sont alors fournis pour que l'administration de l'autre pays puisse évaluer les possibilités de brouillage aux stations ou systèmes existants.

Au cours des six premiers mois de 1976, le Canada a envoyé 2 014 lettres de coordination aux autorités américaines et en a reçu 1 720 des États-Unis. Durant la même période en 1975, le Canada avait adressé 1 933 lettres de coordination aux autorités américaines et en avait reçu 1 347 des États-Unis.

Chacune des lettres proposait qu'une ou plusieurs fréquences soient assignées à une ou des stations situées à moins de 120 km de la frontière du Canada et des États-Unis, et permettait au pays destinataire d'évaluer le brouillage qui pourrait être causé aux utilisateurs de la même voie ou d'une voie adjacente à l'intérieur de ses frontières.

Les fonctionnaires de la Division des assignations de fréquences et des licences comparent les projets d'utilisation des fréquences faits par les organismes américains aux listes des assignations actuelles de fréquences au Canada. Lorsque les études de compatibilité indiquent [suite à la page 3]

New communications

(Continued from page 1)

settlements and trail parties.

About the size of a small cigar box, these radios can be scattered throughout a community — in the school, community hall, co-op store and selected homes, for example — the way phone booths are in southern communities. An automatic repeater station situated at the highest point in or overlooking the settlement picks up signals from radio transmitters on the trail or in the community and retransmits them at greater power on an adjacent frequency.

Although most calls will originate from the field, anyone in the community can call a remote party simply and easily, just by pushing the microphone button on any of these community party line radios. If the hunting or fishing party is within line-of-sight VHF coverage, it will answer by portable VHF radio. If beyond it, it will use HF equipment. A high frequency transmitter-receiver situated at the VHF community repeater site will carry signals into and out of the community.

The party line concept minimizes chances of an emergency call going

unheard. Anyone within earshot of one of the community radios is a potential emergency operator.

An advantage of employing VHF-FM radio in the system is that transceivers can be "squashed," kept absolutely silent, free of background noise or static, until a desired incoming signal appears. Similarly, the use of tones to activate receivers used in the system eliminates the annoyance of someone's having to listen to electronic "garbage" when no communication is taking place.

The prototype system is aimed at letting the people use it for their natural communications needs, thereby putting them in a position to provide constructive criticisms on how it can be refined for operational use. The department wishes to guide development of such elements of an integrated northern and remote trail radio system as improved, collapsible HF and VHF antennas, battery packs and more lightweight HF transceivers.

The equipment will be used in Koartac for up to two years while this work continues.

Between friends

As radio communications do not recognize national borders, nations must share and co-ordinate use of the radio frequency spectrum.

Most of Canada's co-ordination activities involve the U.S. Since the signing of an Oct. 24, 1962, agreement between the two countries, all frequencies in bands covered by the agreement and above 30 megahertz assigned by Canada and the U.S. to users within 120 km of the border must be co-ordinated with the other country. The majority of these frequency referrals concern stations in land mobile systems.

In Canada, co-ordination of frequencies is primarily the job of the Department of Communications. In the U.S., four agencies are involved: the Federal Communications Commission, the Interdepartmental

Radio Advisory Committee, the Joint Chiefs of Staff and the Federal Aviation Administration.

When one country proposes to assign a frequency, it sends a co-ordination letter to the other country. The letter contains information on the technical parameters of the proposed frequency assignments so the other administration can evaluate the possibility of interference to existing systems or stations.

In the first half of 1976, Canada sent 2,014 co-ordination letters to the U.S. and received 1,720 such letters from the U.S. For the same period in 1975, Canada sent 1,933 co-ordination letters to the U.S. and received 1,347 from the U.S.

Each letter proposed that one or more frequencies be assigned with [continued on p. 3]

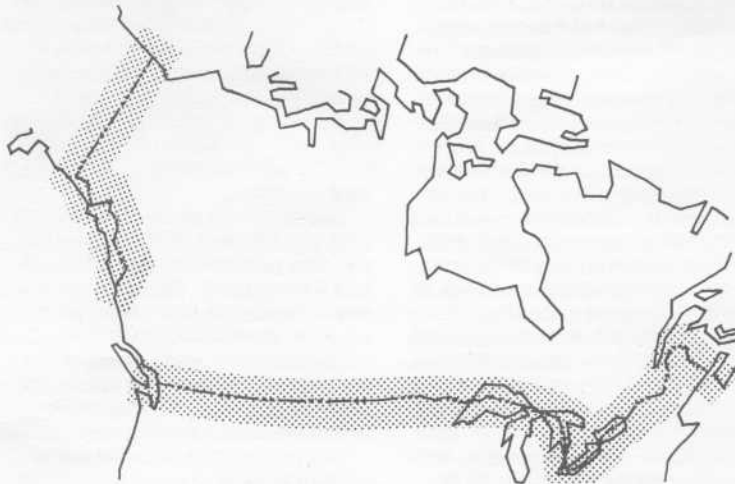
Entre amis

Les radiocommunications font fi des frontières nationales; les pays doivent partager le spectre des fréquences radioélectriques et en coordonner l'utilisation.

La plupart des activités de coordination du Canada touchent les États-Unis. Le 24 octobre 1962, une entente bilatérale a déterminé que les fréquences (comprises dans des bandes auxquelles s'applique l'entente ou situées au-dessus de 30 mégahertz) assignées par le Canada ou les États-Unis, à des usagers situés à moins de 120 km de la frontière, doivent être coordonnées avec l'autre pays en cause. La plupart de ces fréquences concernent les stations de systèmes mobiles terrestres.

Au Canada, le ministère des Communications est le principal responsable de la coordination des fréquences. Par contre, aux États-Unis, cette tâche incombe à quatre organismes: la *Federal Communications Commission*, l'*Interdepartmental Radio Advisory Committee*, le *Joint Chiefs of Staff* et la *Federal Aviation Administration*.

Lorsqu'un pays projette l'assignation d'une fréquence, il envoie une lettre de coordination à l'autre pays concerné. Des renseignements sur



Entre amis

[suite de la page 2]

qu'il y aura brouillage, l'organisme américain en cause en est informé et il propose normalement au Canada d'étudier les fréquences de rechange qu'il a choisis. Dans certains cas, si l'on prévoit du brouillage, il est possible de demander au requérant de régler ses appareils conformément aux paramètres techniques projetés de façon à pouvoir procéder à des essais sur les ondes. Par la suite, un horaire d'émission est établi en commun par les États-Unis, le Canada et les stations auxquelles les émissions du requérant pourraient nuire.

S'il n'y a pas de brouillage, le Ministère approuve les fréquences assignées aux États-Unis. "En cas de brouillage, dit Al Heavenor, chef des assignations de fréquences du Ministère, le système projeté peut être modifié. A cet effet, on peut réduire la hauteur des antennes de la station de base à un niveau qui éliminerait le brouillage causé aux autres stations, ajuster la puissance de sortie, remplacer une antenne omnidirectionnelle par une antenne directionnelle ou choisir une nouvelle fréquence."

Les Américains effectuent à peu de chose près les mêmes démarches lorsqu'ils étudient les projets d'utilisation des fréquences présentés par le Canada. Jusqu'ici cependant, il n'a fallu modifier qu'une faible proportion des assignations de fréquences projetées.

La coordination à elle seule ne résoud pas tous les problèmes que pose l'assignation des fréquences.

Contrairement au Canada, les États-Unis attribuent certaines bandes de fréquences à des services particuliers dans tout le pays (attribution en bloc). Près de la frontière, les Américains ne peuvent pas toujours utiliser toutes les fréquences comprises dans ces bandes, notamment lorsque des stations canadiennes en emploient déjà quelques-unes. La recherche de fréquences utilisables constitue donc un problème majeur de part et d'autre. Ainsi, les villes de Montréal, Toronto, Buffalo, Détroit, Windsor et Vancouver sont toutes aux prises avec le problème de l'encombrement du spectre.

Les difficultés d'attribution et d'assignation des fréquences auxquelles nous faisons face à l'heure actuelle se sont manifestées graduellement. "Durant la Seconde Guerre mondiale, par exemple, dit M. Heavenor, la population civile pouvait difficilement se procurer des appareils mobiles terrestres destinés à fonctionner dans les bandes VHF et UHF du spectre. Ces appareils n'ont fait leur apparition en masse sur le marché qu'après la guerre. Avant les années 60, les États-Unis et le Canada ne coordonnaient pas leurs activités de façon aussi étroite, car les bandes venaient tout juste d'être attribuées aux services mobiles terrestres et étaient peu encombrées. Plus tard, leur utilisation accrue au Canada et aux États-Unis a mené à une entente bilatérale afin de prévenir tout brouillage entre

stations canadiennes et américaines. Il était également nécessaire d'établir entre les deux pays des relations de travail pour une utilisation plus efficace du spectre."

Même si la plupart des activités de coordination de fréquences se font avec les États-Unis, des assignations de fréquences à des usagers canadiens peuvent être coordonnées avec un grand nombre de pays. Lorsque le Canada choisit une fréquence parmi les hautes fréquences du spectre, il en prévient le Comité international d'enregistrement des fréquences, qui relève de l'Union internationale des télécommunications à Genève, organisme des Nations unies.

Le Comité étudie les paramètres techniques des assignations afin de s'assurer qu'elles ne nuisent pas à l'utilisation des fréquences dans d'autres pays. Il se peut que le choix de fréquences destinées au télécommunications par satellites exige une certaine coordination entre le Canada et de nombreux autres pays, dont les États-Unis, la France, l'Allemagne, le Japon et l'U.R.S.S. Le Règlement des radiocommunications de l'Union internationale des télécommunications définit les procédures, les restrictions techniques, les limites de puissance, les délais et les autres lignes directrices nécessaires à la coordination, la notification et l'enregistrement des fréquences qui seront utilisées par des systèmes spatiaux.

Les fleurs pour Ellen à nous le pot!

L'amabilité d'Ellen Rombough, préposée aux licences du service maritime au bureau de district de Toronto, réconciliera peut-être le public avec l'image peu flatteuse qu'il se fait souvent du rond-de-cuir de nos administrations gouvernementales.

Un lundi après-midi, au moment où elle s'appête à quitter le bureau après une journée bien remplie, un jeune homme accourt en la priant de bien vouloir préparer une licence. Pour éviter au client un déplacement inutile, Ellen revient donc sur ses pas et s'exécute de bonne grâce. Après l'avoir remerciée, le jeune homme repart et Ellen oublie vite l'incident.

Mercredi matin, à son arrivée au travail, Ellen découvre une superbe gerbe de fleurs sur son bureau, à laquelle était jointe ce mot "tous mes remerciements pour l'attention personnelle que vous avez portée à ma demande de licence radio lundi. J'ai rarement eu l'occasion de rencontrer un fonctionnaire aussi aimable et courtois!" Serait — ce que le client d'Ellen était un preux chevalier, ou que le langage des fleurs est éternel?

Between friends

[continued from p. 2]

120 km of the Canada - U.S. border and gave the recipient country a chance to evaluate the likelihood of interference being caused to its co-channel or adjacent channel users.

Officials in the Frequency Assignment and Licensing Division check proposals from the U.S. agencies against lists of existing Canadian assignments. In cases where compatibility studies indicate interference would result, the U.S. agency involved is advised and usually the agency selects alternate frequencies for consideration by Canada. In some instances when interference is anticipated, the applicant may be asked to set up equipment in keeping with the technical parameters proposed so on-the-air tests may be conducted. A transmission schedule is then worked out between the U.S., Canada and those stations that may be affected by the applicant's transmission.

If there is no interference, the department gives its approval to the American assignment. "If there is interference," said Al Heavenor, the department's chief of Frequency Assignments, "the proposed systems could be redesigned — the antennas of the base station could be lowered to a level that would eliminate interference to other stations, the output power could be adjusted, an omnidirectional antenna could be replaced by a directional antenna — or a new frequency could be found."

Much the same process occurs when Americans examine Canadian frequency proposals. So far only a low percentage of proposed frequency assignments require adjustment.

The problems in frequency assignment are not solved by co-ordination alone.

The U.S., unlike Canada, designates certain frequency bands, block

allocations as they are called, for specific services throughout the country. It may not be possible, however, to use that full complement in the border zone — especially if some of these frequencies are already in use by Canadian stations. Finding frequencies is the biggest problem. Montreal, Toronto, Buffalo, Detroit, Windsor and Vancouver all share the problem of a congested radio frequency spectrum.

The present frequency allocation and assignment problems have been a long time coming. "During the Second World War, for example, very little land mobile equipment designed for use in the VHF and UHF parts of the spectrum was available to civilians," Mr. Heavenor said, "Only after the war did the equipment appear on the market in quantity. Before the 1960s, detailed co-ordination was not carried out between the U.S. and Canada because the bands themselves had only recently been made available for use by land mobile service in Canada and were little occupied. Later when Canada - U.S. occupancy increased it became obvious that an agreement between the two countries was required to avoid interference between Canadian and U.S. stations. At the same time it was desirable to establish a working relationship intended to provide more effective use of the frequency spectrum."

Although most frequency co-ordination is carried out with the U.S., frequencies selected for assignment to Canadian users may have to be co-ordinated with many other countries as well. When Canada selects a frequency in the high-frequency part of the spectrum, it notifies the Geneva-based International Frequency Registration Board, an organ of the International Telecommunications Union, a specialized agency of the UN.

Chivalry alive, well living in Toronto



In an age when most of us seem to be greeted with snarls instead of smiles; when common courtesy seems as old-fashioned as Sir Walter Raleigh's cape, it's heartening to find evidence that chivalry is not quite dead.

Ellen Rombough can tell you about chivalry. Ellen, responsible for issuing marine licences from the Toronto district office, was leaving work at the end of the day when a young man dashed up, imploring her to issue a licence on the spot. She did so, was thanked, and that seemed to be the end of it.

Flowers arrived two days later, with a note: "Many thanks for your personal attention regarding my radio application late Monday. Seldom do I meet a government employee as kind and courteous as you." All of which goes to prove that Charles Kingsley just may have been right when he wrote in 1879: "The age of chivalry is never past."

Des souvenirs et des hommes...

La revue jour 60 publie à intervalles des rappels historiques dans le domaine des communications. Cette fois, Ed Davey, anciennement gestionnaire de la station de contrôle des émissions d'Almonte et à la retraite depuis 1964, nous rappelle l'installation de cette station et évoque d'autres points saillants de ses 40 années de travail en radio-communication. M. Davey demeure maintenant à Chatham, en Ontario.

La ferme Lowry, près d'Almonte, semblait répondre exactement à mes besoins. J'avais déjà parcouru la

J'ai commencé ma carrière comme opérateur radio sur la côte de l'Atlantique en 1924, lorsque je suis entré au service de la direction des radiocommunications de l'ancien ministère de la Marine et des Pêcheries.

En 1930, je fus muté à Ottawa comme opérateur d'ondes courtes. Vers 1927, des études étaient entreprises sur l'aménagement d'une voie navigable depuis le détroit d'Hudson jusqu'à Churchill, et la direction des radiocommunications avait été chargée de maintenir les communications radio provenant d'Ottawa.

Edwards, était un bon ami du directeur de la Ferme expérimentale, M. Edgar Archibald. Grâce à cette heureuse amitié, la station réceptrice fut déménagée à la campagne (c'était la campagne alors) loin des sources de brouillage. Ce logement gratuit fut fort apprécié, car il était difficile de se faire allouer des fonds.

L'émetteur original était un appareil Marconi de 500 W. Ayant obtenu plus d'argent, la station à ondes courtes d'Ottawa acheta ensuite un émetteur de 4 kW, également fabriqué par Marconi. Le nouvel

national de contrôle des émissions, établi en vue de surveiller tous les aspects des radiocommunications, nationales et internationales, pour s'assurer que les règlements établis par la Loi sur la radio et par l'Union internationale des télécommunications (UIT) étaient respectés.

Puis vint la guerre, et la station de contrôle des émissions d'Ottawa fut chargée, comme le furent certaines autres stations de contrôle, d'intercepter pour la marine les communications ennemies.

La station de contrôle, située à Hartlen Point en Nouvelle-Ecosse, fut construite à cette fin particulière. Elle était exploitée par le ministère des Transports et surveillée de près par le directeur des Services navals de renseignements. Je m'occupai de l'installation du matériel à cet endroit. Il y avait deux principaux types de matériel: un appareil de radiogoniométrie à haute fréquence (type Adcock), et une station d'interception qui pouvait capter et enregistrer les émissions ennemies. La station pouvait ainsi copier le message et en retracer la source. Les renseignements obtenus des stations équipées de façon semblable (environ 15 sur la côte nord-américaine) permirent aux stations correspondantes d'Ottawa et du Royaume-Uni de relever la position des sous-marins allemands. Les autorités navales pouvaient ainsi communiquer ces positions aux commandants des convois en mer.

Pendant quelques années après la guerre, la station de Hartlen Point fut exploitée comme une station régulière de contrôle des émissions, jusqu'à sa fermeture en 1961. Montague (I.P.-É.) fournissait un emplacement plus central pour les Maritimes. On y ouvrit une station de contrôle en 1961. Le responsable de la station de Montague, Robert Ferguson, était opérateur radio à Hartlen Point durant la guerre.

Ce fut également moi qui choisit l'emplacement de la station de contrôle des émissions de Beaumont (Québec), inaugurée en 1954. Les habitants de la région étaient très bien informés. Chaque fermier interrogé entre Lévis et Montmagny m'a fixé le même prix de vente, que ce soit pour deux ou dix acres de terre. Le montant correspondait exactement aux fonds alloués pour l'achat du terrain, soit \$3 500. En 1966, cette station fut déménagée à Saint-Lambert de Lévis.



Hawley, allume donc mes appareils.

vallée de l'Outaouais jusqu'à Deep River, et j'avais vérifié la qualité de la réception à différents endroits le long de la route 17. J'installai mon récepteur dans la laiterie de Hawley Lowry et plaçai mes fils d'antenne sur le faite de celle-ci. Je passai les trois jours suivants et les trois nuits dans la grange à vérifier la réception.

Je craignais un peu que les voies ferrées du CPR faussent un peu la précision de notre appareil de radiogoniométrie, mais avec le temps on a constaté que l'endroit convenait parfaitement à l'expérience. Il y a eu vingt ans l'été dernier, que la station de contrôle des émissions d'Almonte entra en exploitation.

Des stations à ondes courtes furent installées à Port Burwell, à Cape Hopes Advance, à l'île Nottingham, dans l'anse de Chesterfield et à Churchill.

La station réceptrice dont j'étais responsable était située dans une serre de la Ferme expérimentale d'Ottawa. La salle d'essais se trouvait au 299 de la rue Wellington, mais il y avait beaucoup de brouillage électrique dans les environs. À ce moment-là, il y avait un tramway qui descendait la rue Wellington pour se rendre jusqu'à Hull, et son passage brouillait tous les signaux.

Le directeur des radiocommunications d'alors, le commandant C.P.

How's it coming in now, Hawley?

émetteur fut installé dans un espace loué d'une compagnie d'épicerie en gros située sur la rue Wellington, à l'endroit où se trouve maintenant la Bibliothèque nationale. La station à ondes courtes de 4 kW d'Ottawa avait l'indicatif d'appel VAA et émettait sur une fréquence de 11 990 kHz. Lorsque le règlement des radiocommunications exigea que tous les émetteurs soient déménagés en dehors des limites de la ville, cet émetteur fut démonté et mis au rebut.

Vers la fin de 1936, on me chargea d'organiser la station de contrôle des émissions d'Ottawa. Ce fut le point d'origine de l'actuel service

Mise au point

L'article intitulé "Un prime au mérite", paru en juillet dans *jour 60*, mentionne que le major général D.W. Gross, chef, Génie et maintenance (DN), a remis la prime. Il aurait fallu lire major général D.W. Goss.

A monitoring pioneer recalls the way it was

From time to time, 60 days publishes accounts of times past in communications. In the following flash-back, Ed Davey, who retired in 1964 as manager of the department's monitoring station at Almonte, recalls setting up that station and other highlights from his 40 years in radio communications. Mr. Davey now lives in Chatham, Ontario.

The Lowry farm near Almonte looked just about right. I'd already been up the Ottawa Valley as far as Deep River, testing reception at sites all the way along Highway 17. I set up my receiver in Hawley Lowry's milk barn and slung the sky wires from the roof peak. I spent the next three days and nights in the barn checking out reception.

I was a little leery that the CPR main-line tracks might throw a bump into the accuracy of our direction finding, but time has proven the site okay. Twenty years ago last summer the Almonte Monitoring Station went into operation. I was manager from 1956 until I retired in 1964.

I began my career as a radio operator on the East coast in 1924 when I joined the radio branch of the old Department of Marine and Fisheries.

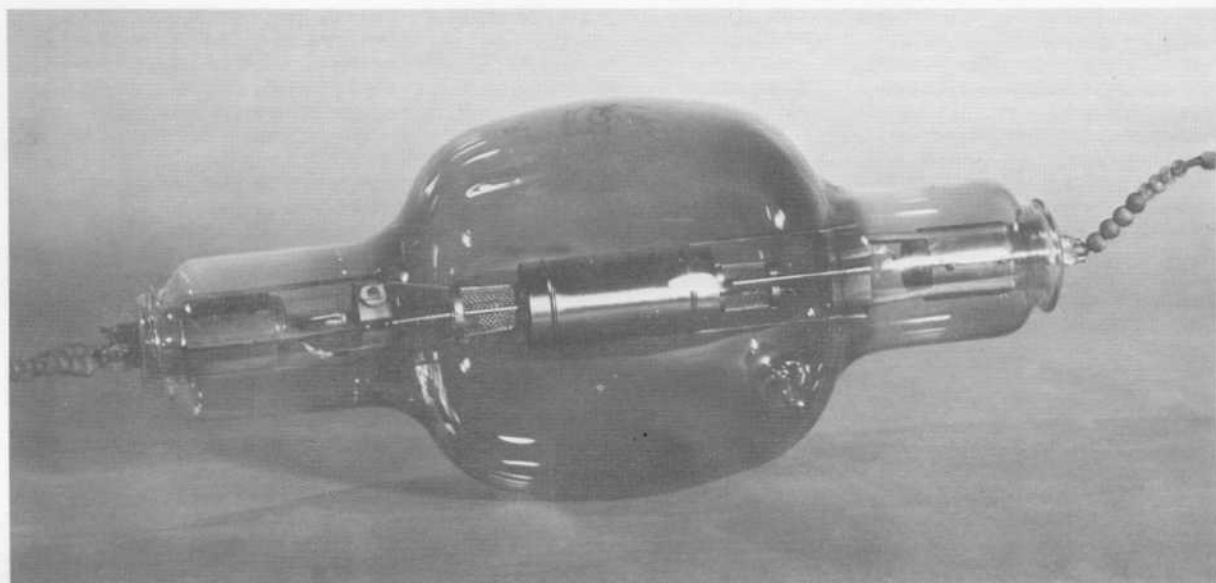
In 1930, I was transferred to Ottawa as a shortwave operator. About 1927, surveys had begun for the opening of navigation through Hudson Strait to Churchill, and the radio branch was given responsibility for maintaining radio communications from Ottawa. Shortwave stations were set up at Port Burwell, Cape Hopes Advance, Nottingham Island, Chesterfield Inlet and Churchill.

The receiving station over which I presided was located in a greenhouse potting room at the Experimental Farm in Ottawa. The radio test room had been located at 299 Wellington Street, but there was a lot of electrical interference in the area. In those days, a streetcar ran down Wellington to Hull and its passage would blot out any signals.

The director of radio at that time, Commander C.P. Edwards, was good friends with the director of the Experimental Farm, Dr. Edgar Archibald. As a result of this friendship, the receiving station found a home in the country — as it was then — far from sources of interference. The free accommodation was welcome, as appropriations were hard to come by.

The original transmitter was a 500-watt Marconi job. As more funds became available, the Ottawa shortwave station bought a four-kilowatt transmitter, also supplied by Marconi. The new transmitter was installed in space leased from a wholesale grocery firm on Wellington Street where the National Library now stands. The 4 kW Ottawa shortwave station had the call letters VAA and transmitted on a frequency of 11,990 kilocycles. When radio regulations required all transmitters to be moved out of town, this transmitter was dismantled and scrapped.

In late 1936, I was promoted from radio operator at VAA and given the



Tube d'un émetteur Marconi d'une puissance de 4 kW, utilisé par la station à ondes courtes d'Ottawa VAA, à la fin des années 20 et au début des années 30. La station émettait sur la fréquence de 11 990 kilocycles et maintenait les radiocommunications avec des postes de la baie et du détroit d'Hudson lors de l'ouverture de la navigation à destination de Churchill (Manitoba).

Le tube de 50 cm fait maintenant partie de la collection des Musées nationaux du Canada.

Photo des Archives publiques du Canada (PA 105730)

job of organizing the Ottawa Monitoring Station. This was the nucleus of the present nation-wide monitoring service, set up to monitor all aspects of radio communications, both domestic and international, to ensure that the regulations laid down by the Radio Act of Canada and by the International Telecommunication Union (ITU) are respected.

The war came along, and the

Tube from 4 kW Marconi transmitter used by the Ottawa shortwave station VAA which transmitted on a frequency of 11990 kilocycles during the late 1920s and early 1930s to posts in Hudson Bay and Hudson Strait during the opening of navigation to Churchill. The 20-inch tube is now in the collection of the National Museums of Canada.

Public Archives photo [PA 105730]

Ottawa Monitoring Station was engaged, as were a number of other monitoring stations, in intercepting enemy communications for the navy.

The monitoring station at Hartlen Point, Nova Scotia, was built primarily for this purpose. It was operated by the Department of Transport with close supervision by the Director of Naval Intelligence. I was involved with the installation of

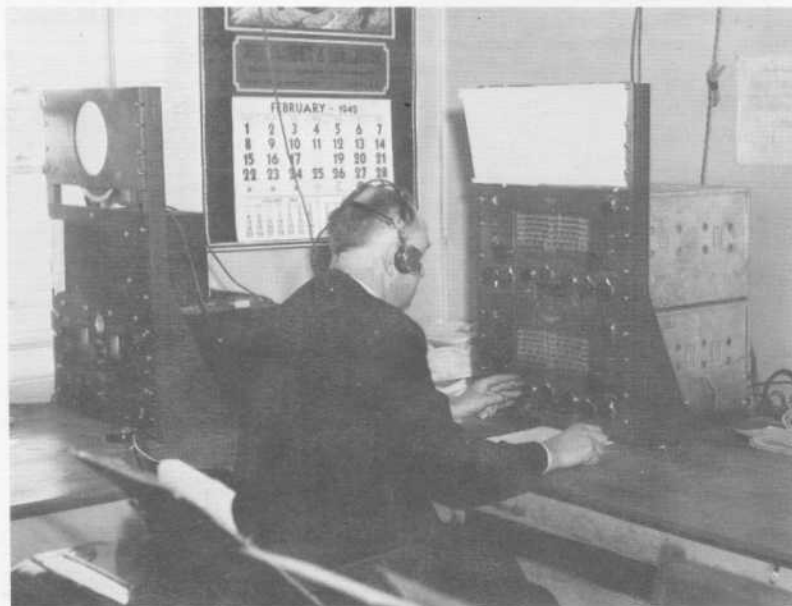
equipment at this site. There were two basic types of equipment: a high-frequency direction finder (Adcock type), and an intercepting station which could pick up and record enemy transmissions. Thus the station could copy the message and get a bearing line to its source. Information from similarly equipped stations — some 15 around the North American coast — enabled correlating stations in Ottawa and the United Kingdom to plot the positions of transmitting U-boats. Naval authorities could then inform commanders of convoys at sea of these locations.

For some years after the war, Hartlen Point continued as a regular monitoring station, until it was decommissioned in 1961. A more central site for the Maritimes was procured at Montague, P.E.I., and a monitoring station opened there in 1961. The officer in charge of the Montague station, Robert Ferguson, was an operator at Hartlen Point during the war.

I also selected the site for the monitoring station which opened at Beaumont, Quebec, in 1954. The residents of the area had a pretty good monitoring system of their own. Every farmer I interviewed between Lévis and Montmagny quoted the same selling price, whether two acres or 10 were involved. The amount was exactly what we had in the appropriation for the purchase of land, \$3,500. In 1966, this station was moved to St. Lambert de Lévis.

Our mistake

The July issue of 60 Days carried a story, entitled "1,500 merit award goes to CRC man". It cited a Major-General D.W. Gross, chief of Engineering and Maintenance for DND, as having presented the award. Correct spelling should be Major-General D.W. Goss.



Station de contrôle des émissions d'Almonte, de nos jours.

Hartlen Point Monitoring Station, 1942

Promotion de la femme — 7 bourses d'études

Quatre employées du ministère des Communications étudient actuellement l'électronique tout en recevant leur plein salaire, tandis que deux autres entreprennent un stage d'apprentissage dans des domaines techniques.

Dans le cadre du Programme de promotion de la femme au Ministère, chacune de ces employées, qui occupait un poste de commis, bénéficie d'un congé d'études ou d'un stage d'apprentissage; une autre femme, absente du travail depuis plus de cinq ans, a également reçu une bourse d'études d'un an afin de mettre à jour ses connaissances scientifiques.

Dorothy Elliott, employée du bureau régional de Vancouver, fera ses études au B.C. Institute of Technology et Charlotte Saunders, du bureau de district de Saskatoon, au Northern Alberta Institute of Technology.

Suzanne Allain, adjointe à la Section de la formation, Division du personnel de l'Administration centrale, qui a interrompu ses études il y a 11 ans, suit actuellement des cours au CEGEP de l'Outaouais, à Hull. En apprenant qu'elle avait été choisie, Suzanne s'est exclamée: "Je n'arrive pas à le croire. C'est comme si on me permettait de commencer une seconde carrière."

Joanne McCourt, employée du bureau régional de Toronto, entreprendra en janvier des études au Humber College of Applied Arts and Technology de Toronto. Elle a expliqué que ses collègues techniciens l'ont initiée au fonctionnement des appareils et que ce domaine la fas-

ciné. "Je suis emballée. J'ai toujours voulu avoir accès à un domaine réservé aux hommes. Une carrière en électronique représente un défi et c'est ce qui me plaît!"

Brenda Sievert, du bureau de district de Halifax, suivra un cours d'apprentissage en vue de faire partie du groupe de soutien des services sociaux (SI) au sein de la Division de l'analyse et du développement des systèmes de l'Agence des télécommunications gouvernementales à Ottawa.

De même, Ruth Chesson fera un stage d'apprentissage au niveau du groupe de soutien technique et scientifique (EG-ESS), au sein du groupe des satellites aéronautiques de la Direction de la technologie spatiale, au Centre de recherches sur les communications. "Je suis ravie", nous a-t-elle communiqué, "cela me permettra de mieux connaître le Ministère. Je désire approfondir mes connaissances sur les aspects techniques des communications."

Catherine Hutton a reçu une bourse d'études qui lui permettra de travailler pendant un an à la Direction générale de la recherche sur la radio et le radar du CRC et ainsi de se recycler dans le domaine de la physique. L'un des critères de sélection était que la candidate ait quitté le travail depuis au moins cinq ans; en outre, les connaissances fondamentales qu'elle possédait devaient être remises à jour pour qu'elle puisse effectuer le travail assigné. Catherine a été affectée à un poste qui lui permettra d'atteindre ses objectifs de carrière.

7 women receive EOW opportunities

Four women employees of the Department of Communications are studying at full pay at electronics institutes. Two others are beginning apprenticeships in technical fields.

These women, all clerks, have been granted educational leave or apprenticeships as part of the department's equal opportunities for women (EOW) program. Another woman, out of the work force more than five years, has been awarded a one-year fellowship to up-date her skills.

Dorothy Elliott, who works in the Vancouver regional office, will study at the B.C. Institute of Technology.

Charlotte Saunders, of the Saskatoon district office, will study at the Northern Alberta Institute of Technology.

Suzanne Allain, a training assistant in the Personnel Branch at headquarters, has been out of school for 11 years but now is studying at the Outaouais CEGEP in Hull. "I just can't believe it," said Suzanne, when informed of the selection. "It's like getting a second chance in life."

Joanne McCourt, who works for the Toronto regional office, begins her studies in January at Humber College of Applied Arts and Technology, also in Toronto. She said she had been fascinated by monitoring equipment and had had the technicians show her how the equip-

ment worked. "I'm really excited. I've always wanted to get into a man's world. I like the challenge of a career in electronics."

Brenda Sievert, of the Halifax district office, will apprentice for the social sciences support group (SI) in the systems analysis and development branch in the Government Telecommunications Agency in Ottawa.

Ruth Chesson will apprentice for the engineering and scientific support group (EG-ESS) in the aeronautical satellite communications section of the space technology branch at the Communications Research Centre. "I'm really pleased," said Ruth. "It gives me a better outlook on the department. I'm interested in learning more about the technical aspects of communications."

Catherine Hutton was awarded an EOW fellowship, permitting her to work in the Radio and Radar Research directorate at CRC for a year to update her skills in the physical sciences. One of the selection criteria was that the applicant had to have been out of the labor force a minimum of five years. Candidates also had to have basic qualifications but which need updating for the work. Catherine was assigned a job chosen for its career development potential.

Regional EOW co-ordinators appointed

Promotion de la femme — nominations

Six employées du Ministère ont été nommées coordonnatrices régionales à temps partiel du programme de promotion de la femme. Ce sont: Margaret Kroetsch à Vancouver (666-6580), Heidi Mieir à Winnipeg (985-2801), Ellen Rombough à Toronto (966-6135), Ginette Robichaud à Montréal (283-7367), Ruth Simpson

à Moncton (858-2307) et Rachel Boucher au Centre de recherches sur les communications (596-9238).

Ces employées, de même que les bibliothécaires du Ministère, sont aussi responsables des centres de renseignements régionaux sur le programme de promotion de la femme.

Six women in the department have been appointed as part-time regional co-ordinators for the equal opportunities program (EOW). They are Margaret Kroetsch (666-6580) in Vancouver; Heidi Mieir (985-2801) in Winnipeg; Ellen Rombough (966-6135) in Toronto; Ginette Robichaud

(966-7367) in Montreal; Ruth Simpson in (858-2307) in Moncton and Rachel Boucher (596-9238) at the Communications Research Centre.

These women, together with departmental librarians, are also responsible for regional EOW information centres.

Le premier rang l'an prochain

Les membres de l'équipe de balle-molle du bureau régional de l'Atlantique ont tout lieu de se réjouir. Ils se sont classés au deuxième rang de la ligue des fonctionnaires, dès leur première saison. Les membres de l'équipe sont, dans l'ordre habituel: Première rangée: Sheril Minns, Diane LaPointe, Claudette Drisdelle, Catherine Bourgeois, Lucie Belliveau, Betty Lapierre, Claudette Breau. Rangée du milieu: Ruth Simpson (capitaine), Margot Jungling, Maureen Melanson, Paula Richard, Bernice Butler, Annabelle Horne, Réjeanne Richard, Jacinthe Soucy. Dernière rangée: Darius Breau (aide-entraîneur), Yvon Belliveau, Al Dionne (entraîneur), Frank Bourgeois, Mike Minns, René Cardinal.



When you're second you try harder

Atlantic regional staff have a softball team to be proud of. The team came in second in its first season in a league of public servants. Members of the department's team, from left to right, are:

Front row: Sheril Minns, Diane LaPointe, Claudette Drisdelle, Catherine Bourgeois, Lucie Belliveau, Betty Lapierre, Claudette Breau.

Second row: Ruth Simpson (Captain), Margot Jungling, Maureen Melanson, Paula Richard, Bernice Butler, Annabelle Horne, Réjeanne Richard, Jacinthe Soucy.

Third row: Darius Breau (assistant coach), Yvon Belliveau, Al Dionne (coach), Frank Bourgeois, Mike Minns, René Cardinal.

Bonjour et au revoir

Région de l'Atlantique : Lucie Béliveau, secrétaire du conseiller régional en personnel, a quitté le Ministère. Manuel de Jesus Escobar travaille maintenant au bureau de district de Halifax, en qualité de technicien en électronique.

Région centrale : W.A.R. Johnston nous revient en qualité de directeur régional, après avoir participé pendant un an au programme d'échange biculturel du Ministère à Québec. R.S. Meldrum, ancien chef des services financiers et administratifs, travaille maintenant au ministère des Approvisionnement et Services à Ottawa. Il est remplacé par Terrance Tebb, auparavant au ministère des Affaires indiennes et du Nord en Alberta. Phil Rubin, un ingénieur participant au programme d'échange industriel du Ministère, a repris son poste auprès de Manitoba Telephone System. A.S. Northam est passé du bureau de district de Calgary à la section de la mise en application de la Direction des opérations du bureau régional de Winnipeg.

Région de l'Ontario : Gin Janghas s'est joint à la Section des opérations des systèmes de l'Agence des télécommunications gouvernementales (ATG) en qualité d'agent d'expansion. Sal Dibiasio fait maintenant partie du personnel de consultation sur les réseaux de l'ATG, en qualité de surveillant de cette division.

Administration centrale : Robert Robinovitch, auparavant directeur général de la politique sociale et des programmes, travaille maintenant au Conseil privé comme secrétaire adjoint à la politique sociale. L'intérim est assuré par Ken Stein, directeur, secrétariat politique. James L. Dugan, auparavant directeur adjoint du bureau des conseillers en gestion du MAS, est maintenant directeur général de la planification financière et de la révision des programmes du Ministère. Harold Palmer, auparavant chef de groupe, communications et sciences, au Conseil du Trésor, est maintenant

gestionnaire général adjoint de l'ATG. Rob Gordon, auparavant directeur général des relations fédérales-provinciales travaille maintenant au Conseil du Trésor. Gabriel Warren, de la Direction des opérations juridiques des Affaires extérieures, s'est joint au Ministère en qualité de directeur général des télécommunications internationales. Ray Marchand a été nommé directeur des communications rurales. Il était conseiller scientifique à l'ambassade du Canada à Paris. Phil Rogers, conseiller en économétrie de la Direction des télécommunications nationales, a quitté le MDC pour travailler au ministère des Transports. Jane Gille, agent du personnel au CRC, a quitté le Ministère et est déménagée à Niagara Falls. Marc Labrie, stagiaire en administration, travaille maintenant au Ministère en qualité d'agent du personnel affecté au CRC. René Guindon, gestionnaire de la Division du développement des applications à l'ATG, est à Toronto pour un an dans le cadre du programme d'expansion du biculturalisme. John Arakalian, auparavant chef, Politiques et plans, réseaux du nord, à la direction générale des télécommunications nationales, est maintenant directeur adjoint de la structure industrielle et des services à la même direction générale. Diana Trafford, anciennement rédactrice en chef de *En Quête*, la revue canadienne des télécommunications, a obtenu un congé d'études et suit présentement les cours de maîtrise en études canadiennes à l'université Carleton d'Ottawa. David Wright assure l'intérim à la revue *En Quête*. Suzanne Isabelle, qui était secrétaire aux Services d'information, travaille maintenant comme agent d'administration à la production des annuaires à l'ATG. Rachel Ouellette, réceptionniste aux services d'information, est maintenant commis à la direction des programmes de bilinguisme.

Comings and goings

Atlantic Region : Lucie Béliveau, secretary to the regional personnel advisor, has left the department. Manuel de Jesus Escobar joined the Halifax district office as an electronics technician.

Central Region : W.A.R. Johnston returned as regional director after a year on the department's bicultural exchange program in Quebec city. R.S. Meldrum, former chief of finance and administration, is now with the Department of Supply and Services in Ottawa. His replacement is Terrence Tebb, formerly with the Department of Indian and Northern Affairs in Alberta. Phil Rubin, an engineer on an industrial exchange program, has returned to the Manitoba Telephone System. A.S. Northam has moved from the Calgary district office to the enforcement section in the Operations Branch of the Winnipeg regional office.

Ontario Region : Gin Janghas joined the systems operations staff in the Government Telecommunications Agency (GTA) as development officer. Sal Dibiasio has joined the systems consulting staff in GRA as supervisor of that division.

Headquarters : Robert Robinovitch, former director general of the Social Policy and Programs Branch, has joined the Privy Council Office as assistant secretary of social policy. Ken Stein, Policy Secretariat director, is acting director general. James L. Dugan, former assistant director of the Bureau of Management Consulting in DSS, has joined the department as director general of Financial Planning and Program Review. Harold Palmer, former program officer at Treasury Board, has joined the department as assistant general manager in GTA. Rob

Gordon, director general of the Federal Provincial Relations Branch has left the department for the Treasury Board. Gabriel Warren, from the Legal Operation Division at External Affairs, has joined the department as director general of the International Telecommunications Branch. Ray Marchand has been named director, Rural Communications. He was science councillor at the Canadian embassy in Paris. Phil Roger, an economist in the Telecommunication Economics section of the National Telecommunications Branch, has left DOC to work in the Ministry of Transport. Jane Gill, a personnel officer at CRC, has left the department to move to Niagara Falls. Marc Labrie, an administrative trainee, has joined the department as a personnel officer at CRC. René Guindon, manager of the Applications Development Division in GTA, is in Toronto for a year on the bicultural development program. John Arakalian, former chief of northern Network Plans and Policy in the National Telecommunications branch, now is assistant director, Industrial Structure and Services, in the same branch. Diana Trafford, former editor of *In Search*, the Canadian Communications Quarterly magazine, is taking educational leave to pursue a Master's degree in Canadian studies at Carleton University. David Wright is acting editor. Suzanne Isabelle, who was a secretary in Information Services, has become an administrative officer in Directory Systems in the GTA. Rachel Ouellette, who was a receptionist in Information Services, now is a clerk in the Bilingualism Programs Branch.

Royal award goes to DOC man

Not all winners at the Olympics won medals for athletic excellence. The medal won by Bob Carroll, Chief of Emergency Planning and Require-

ments in the department's Security and Communications Support Services, was for personal service to the royal family.

The Queen presented the medal July 23 on board the royal yacht Britannia at Montréal.

Mr. Carroll won the award for his service as communications officer in Canada for the royal family this summer. He was also communications officer for Prince Charles in his 1975 visit to Canada and for the family during its 1970 visit to Canada.

When asked about the award, Mr. Carroll said, "It was completely unexpected. At the end of each visit, the Queen presents small gifts and photographs to members of the federal special staff. I had a conversation with her and Prince Philip for three or four minutes about various things that had occurred. She presented me with a photograph and a silver lighter. Then she said she had something special to present to me, that she'd like to welcome me as a member of the Victorian Order. After that I don't really remember too much."



Jeux Olympiques: une médaille pas comme les autres

Les médailles décernées au cours des Jeux Olympiques ne représentaient pas toutes l'excellence athlétique. Il en va ainsi, de la médaille reçue par Bob Carroll, chef de la Division des besoins et programmes d'urgence, Services de sécurité et de soutien des communications, en remerciement de services personnels rendus à la famille royale. La reine la lui a remise, le 23 juillet, à bord du yacht royal Britannia ancré dans le port de Montréal.

M. Carroll a mérité cet honneur pour avoir rempli les fonctions d'agent de communications auprès de la famille royale à l'été 1976. Il avait déjà joué ce rôle auprès du

prince Charles lors de sa visite au Canada en 1975 et auprès de la famille royale en 1970.

"Cet honneur était tout à fait inattendu", a affirmé M. Carroll. "A la fin de chaque visite, la reine remet des souvenirs et des photographies aux membres du personnel spécial du gouvernement fédéral. J'ai eu un entretien de quelques minutes avec elle et le prince Philip, au sujet des événements qui avaient marqué la visite royale. Elle m'a remis une photographie et un briquet d'argent, en ajoutant qu'elle avait quelque chose d'autre pour moi; elle désirait me décorer de l'insigne de l'Ordre de Victoria. Je ne me souviens plus tellement bien du reste..."

Épargne possible de \$1 million en frais de dotation

L'utilisation des télécommunications pour la distribution d'affiches format simplifié, qui annoncent les postes à pourvoir à la Fonction publique, pourrait accélérer la diffusion de l'information et contribuer à une épargne d'un million de dollars. C'est ce qu'avance une étude préliminaire effectuée conjointement par l'Agence des télécommunications gouvernementales (ATG) et par la Commission de la fonction publique.

La Fonction publique a annoncé l'an dernier plus de 12 000 concours qui ont nécessité, selon l'étude précitée, l'impression et la mise à la poste de quelque 47 millions d'affiches. L'élimination des détails superflus sur l'affiche et l'inclusion des renseignements usuels sur une feuille séparée, ont permis à l'équipe de recherche de raccourcir d'une page l'affiche dont la longueur moyenne était de 2,5 pages. Non seulement ce procédé épargnerait-il probablement au moins \$1 million par année en frais de distribution, par le truchement du fac-similé et de la poste, mais il rendrait les affiches plus intelligibles.

La nouvelle affiche pourrait être transmise par fac-similé aux 20 principaux centres de la Fonction publique au Canada. Chacun d'eux

reproduirait l'affiche à son tour, pour la poster aux centres secondaires des environs. D'après les chercheurs, en moins de 24 heures 90% des fonctionnaires fédéraux au Canada seraient informés du concours en question. La Fonction publique compte 1 800 centres au Canada.

Le même réseau de communication pourrait distribuer les avis d'appel portant sur les 13 000 nominations faites annuellement. Parmi d'autres innovations possibles figurent un service téléphonique de renseignements sur les emplois offerts, ainsi que l'affichage de renseignements sur les postes vacants au moyen d'écrans de télévision placés dans les principaux immeubles du gouvernement.

Ron Dennis, conseiller en communications affecté par l'ATG à ce projet, Tom Rasmussen et Tom Wood de la Direction des cadres de la Fonction publique ont collaboré étroitement, depuis mai 1975, pour définir les besoins en télécommunications. Le projet fait actuellement l'objet d'un examen par le groupe de la planification et de la conception de l'ATG, qui recommandera les méthodes les plus aptes à satisfaire aux besoins de la Commission de la fonction publique.

6000 volontaires pour Centraide 1976

La campagne de Centraide a été lancée le 20 septembre. L'organisation de Centraide du district d'Ottawa-Carleton et de Hull espère recueillir cette année un montant record de \$1 706 000 au sein de la Fonction publique au profit de ses 52 œuvres membres.

L'objectif 1976 représente une augmentation de \$124 000 ou de 8% par rapport à celui de 1975. Centraide ne lance qu'une campagne chaque année, à l'automne, pour couvrir les dépenses minimales d'exploitation de ses œuvres membres. Quelque 6 000 volontaires de

96 ministères et organismes du gouvernement et sociétés de la couronne vous sollicitent au nom des milliers de personnes souffrant de maladies mentales ou handicapées d'un point de vue physique ou social.

Le ministère des Communications désire recueillir \$26 500, soit 9,6% de plus que de l'an dernier. Déjà le 5 octobre, 81% de l'objectif avait été atteint. En 1975, le Ministère avait dépassé son objectif de 11%. Le sous-ministre, M.F. Yalden, prête un appui enthousiaste à la campagne de Centraide.

Un employé porte le flambeau olympique.

Jacques Morvan, agent de projet à la Division des prévisions en matière d'applications de l'ATG, était l'un des 430 coureurs choisis parmi 5 500 candidats de tout le Canada, pour porter le flambeau olympique jusqu'à Montréal. Il a participé, le 16 juillet dernier, au kilomètre 87, près de Papineauville (Québec). Jacques, un employé à durée d'emploi déter-

minée, espère que les dieux lui souriront et qu'il obtiendra sa permanence. Entretemps, il s'entraîne religieusement au gymnase de l'Immeuble Journal Nord, à l'Administration centrale du ministère des Communications. "Tout le monde devrait faire de même", suggère-t-il.

DOC-PSC study could save \$ million

Telecommunications may soon simplify the staffing process within government and at a saving of \$1 million, according to a preliminary study by the department's Government Telecommunications Agency (GTA) and the Public Service Commission (PSC).

Last year, more than 12,000 job competitions within the government were advertised by poster. This involved printing and mailing some 47 million pieces of paper. By eliminating detail and putting standard information in a separate document, the study team reduced length of the poster to one page from an average of 2½. This step could save \$1 million a year in distribution costs alone and also make the posters easier to understand.

The shortened poster could be sent by facsimile to the 20 largest of the 1,800 places in Canada where federal public servants work. The larger centres would reproduce the

posters and send them to smaller centres within their vicinity. Within 24 hours, 90 per cent of federal public servants in Canada would be notified of the competition. The remainder would be notified within two days.

The same communications network could distribute appeal notices for the 13,000 appeal notices issued each year. Dial-a-job, a telephone information service, and the display of job information on TV screens in main federal buildings are among other possible communications innovations.

GTA's Ron Dennis, the communications consultant assigned to the project, has been working closely with Tom Rasmussen and Tom Wood of the Staffing Branch of the PSC since May 1975 to identify the requirement for telecommunications. The project is now being examined by GTA's planning and design group who will recommend the best methods of meeting the PSC's needs.

6,000 canvassers for '76 United Way

September 20th was the kickoff date for this year's United Way campaign. The Ottawa-Carleton and Hull District United Way hopes to raise a record \$1,706,000 within the public service for its 52 member agencies.

This year's target is \$124,000 or eight per cent, more than the 1975 target. The United Way conducts a single campaign each autumn to meet minimum operating expenses of its member charities.

An estimated 6,000 volunteers from 96 government departments,

crown corporations and agencies are canvassing on behalf of the thousands of lonely, mentally ill and physically handicapped in the Ottawa-Hull area.

The Department of Communications has set a target of \$26,500, or 9.6 per cent more than last year's target. By Oct. 5, 81 per cent of the amount had been raised. Last year the department surpassed its target by 11 per cent. Deputy Minister M.F. Yalden has "wholeheartedly" endorsed the campaign.

Employee carries torch

Jacques Morvan, a project officer in the Applications Forecasting section of the Government Telecommunications Agency, was one of 430 runners, picked from 5,500 applicants across Canada, to carry the Olympic flame on its way to the Montreal Games. He bore the torch aloft at kilometre 87 near Papineauville, Quebec, on July 16. Jacques, a term employee who is hoping the gods will smile on him with permanent status, works out religiously in the gym ("Everyone should.") in the basement of the Journal North Tower, headquarters of the Department of Communications.



Jour 60 est distribué aux employés du Ministère, aux milieux de l'administration publique, de l'industrie et de l'éducation de par le pays. Adressez toute correspondance au rédacteur en chef, **jour 60**, Direction de l'information du ministère des Communications, Ottawa (Ontario), K1A 0C8.

Ottawa, octobre 1976

60 days is distributed to employees of the Department of Communications, libraries, government agencies, industry and educational institutions throughout the country. Address correspondence to The Editor, **60 days**, Information Services, Department of Communications, Ottawa, K1A 0C8.

Ottawa, October 1976